



IL FAUT ABROGER LE « CHOC DES SAVOIRS » !

NOS ORGANISATIONS APPELLENT À DES ASSEMBLÉES DES PERSONNELS

LES 10 ET 11 SEPTEMBRE PROCHAINS

Nous déposons un préavis de grève commun, 1° degré et 2° degré, pour le mardi 10 septembre, où plusieurs syndicats nationaux appellent à l'action pour démarrer le boycott des évaluations standardisées imposées sur tous les niveaux, inutiles et stressantes, et destinées en CM2 à préparer le tri des élèves par le « choc des savoirs » en collège. Nos organisations adressent un courrier à Mme la DaseN de l'Allier pour soutenir les collègues qui boycotteront ces évaluations.

Le 10 septembre à 18H

- Montluçon, salle St Jean, 2 route de Villebret

- Vichy, maison de la mutualité (petite salle)

Le 11 septembre à 18H

Moulins, salle de la Maison des associations impasse Dieudonné-Costes

Nous voulons, par ces assemblées des personnels, ce préavis et ce courrier communs, engager la mobilisation pour que le « choc des savoirs » soit abrogé, et que les moyens détournés pour trier les élèves et pour les évaluations standardisées, soient réaffectés aux besoins réels du service public : postes d'enseignants, agents, administratifs, personnels médicaux et sociaux, AED et AESH.

Les moyens détournés pour la politique du « choc des savoirs », le « Pacte enseignant », les uniformes, le Service National Universel, la réforme à marche forcée du Bac pro sur tous les niveaux en même temps, doivent être rendus aux vrais besoins du service public de façon à ce qu'il redevienne attractif :

- Recréer des postes de fonctionnaires, augmenter les salaires
- Stopper les cartes scolaires destructrices et rendre les postes pris à l'Allier depuis 2 ans,
- Assurer les besoins de l'accompagnement des élèves en situation de handicap (en cette rentrée : sur 1650 élèves notifiés pour un handicap, 811 en Ulis, 650 sont accompagnés par seulement 415 AESH) et donner un vrai statut aux AESH et aux AED.

Ce changement de politique est voulu de manière ultra-majoritaire dans le pays. Le déni de démocratie qu'est et que serait la persistance dans l'application de cette politique conduit le pays droit dans le mur.

Prenons nos responsabilités : collègues et défenseurs de l'école publique, réunissons-nous pour engager la mobilisation !